

# *Rapport Financier Semestriel*

Au 30 juin 2013



Nous vous présentons notre rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2013, établi conformément aux dispositions des articles L 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du Règlement Général de l'AMF.

Il sera notamment disponible sur le site de notre société [www.groupemedica.com](http://www.groupemedica.com).

## SOMMAIRE

<b>1. Rapport Semestriel d'activité 2013 .....</b>	<b>3</b>
1. Activité du Groupe MEDICA au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2013 .....	4
2. Comptes consolidés .....	12
3. Evènements importants survenus depuis le 1 <sup>er</sup> Juillet 2013 .....	16
4. Principaux facteurs de risques .....	17
5. Principales transactions entre parties liées .....	17
<b>2. Etats financiers semestriels consolidés condensés au 30 Juin 2013 .....</b>	<b>18</b>
1. Compte de résultat consolidé .....	19
2. Tableau de l'état du résultat global .....	20
3. Etat de situation financière .....	21
4. Tableau consolidé des flux de trésorerie .....	22
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés .....	23
6. Notes annexes aux états financiers consolidés condensés .....	24
<b>3. Rapport des Commissaires aux Comptes .....</b>	<b>49</b>
<b>4. Attestation des responsables .....</b>	<b>52</b>

# 1

# Rapport Semestriel d'Activité 2013

## SOMMAIRE

---

<b>1.</b> ACTIVITE DU GROUPE MEDICA AU COURS DU 1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2013 .....	4
<b>2.</b> COMPTES CONSOLIDES .....	12
<b>3.</b> EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2013 .....	16
<b>4.</b> PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES .....	17
<b>5.</b> PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES .....	17

## 1. ACTIVITE DU GROUPE MEDICA AU COURS DU 1ER SEMESTRE 2013

### 1.1. PRINCIPAUX INDICATEURS SUR LA PERIODE 1ER JANVIER 2013 – 30 JUIN 2013

Le groupe MEDICA, acteur de référence de la prise en charge de la dépendance pérenne ou temporaire a enregistré une progression soutenue de son activité, avec un chiffre d'affaires en hausse de 9,3 % et une forte croissance organique 7,5 %.

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013, le réseau exploité par MEDICA a progressé de 325 lits, pour atteindre, au 30 juin 2013, 17 132 lits répartis sur 226 établissements.

Au 30 juin 2013, le groupe MEDICA disposait d'un portefeuille de 2 281 lits à construire ou à restructurer.

	2013 (30 juin)	2012 (31 décembre)
<b>Nombre d'établissements</b>	<b>226</b>	<b>220</b>
<b>Nombre de lits</b>		
EHPAD France	12 410	11 865
Sanitaire France	2 617	2 617
Italie	2 105	2 105
<b>TOTAL</b>	<b>17 132</b>	<b>16 587</b>
<b>Taux d'occupation<sup>(1)</sup></b>	<b>96,3 %</b>	<b>96,8%</b>

(1) Le taux occupation se définit comme le rapport entre le nombre de journées facturées et le nombre de journées facturables pour les établissements ouverts depuis plus de 12 mois

## 1.2. FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2013

### 1.2.1. POURSUITE DE LA POLITIQUE DE DIVERSIFICATION DES SOURCES DE FINANCEMENT

Le groupe Medica a mené avec succès une opération de placement privé obligataire d'un montant de 40 millions d'euros de maturité 6 ans, avec un coupon de 3,66 %. Cette opération non dilutive, permet au groupe Medica de diversifier ses sources de financement et d'allonger la maturité moyenne de sa dette.

Les conditions particulièrement favorables de ce placement démontrent la confiance à l'égard du groupe Medica et de sa structure financière.

### 1.2.2. LE GROUPE MEDICA REMPORTE UN APPEL A PROJET POUR UN EHPAD DE 84 LITS

La qualité des projets portés par les équipes du groupe Medica a récemment permis de remporter l'un des premiers appels à projet lancé par le Conseil Général des Yvelines et de l'ARS d'Ile de France. Ce projet de 84 places, sur la commune de Montigny-le-Bretonneux (78), associé à une résidence de service de 60 appartements, permettra la création de 60 emplois affectés à cet EHPAD.

### 1.2.3. ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 25 JUIN 2013

- **ORGANES DE GOUVERNANCE**

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de MEDICA S.A. s'est réunie le 25 juin 2013 sous la présidence de Jacques Baillet. Les actionnaires ont approuvé l'ensemble des résolutions qui leur étaient présentées, avec notamment le renouvellement des mandats d'administrateurs de Messieurs Jacques Baillet, Gilles Cojan et Guy de Panafieu ainsi que de Madame Catherine Soubie.

Le Conseil d'administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale, a renouvelé Monsieur Jacques Baillet dans ses fonctions de Président-Directeur Général.

Le calendrier de renouvellement des membres du Conseil d'administration de MEDICA S.A. se présente comme suit :

Nom	Fonction	Date de 1 <sup>ère</sup> nomination	Date de renouvellement	Date d'expiration du mandat
Monsieur Jacques Baillet	Président	9/11/2009	25/06/2013	
Madame Catherine Soubie	Administrateur indépendant	12/02/2010	25/06/2013	A l'issue de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015
Monsieur Gilles Cojan	Administrateur indépendant	12/02/2010	25/06/2013	
Monsieur Guy de Panafieu	Administrateur indépendant	12/02/2010	25/06/2013	

Madame Anne Lalou	Administrateur indépendant	26/03/2012	-	
GMF VIE dont le représentant permanent est Monsieur Lionel Calvez	Administrateur	7/06/2011	-	A l'issue de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013
MONROE S.A. dont le représentant permanent est Monsieur Charles Ruggieri	Administrateur	7/06/2011	-	
MAAF Assurances S.A. dont le représentant permanent est Sophie Beuvaden	Administrateur	26/06/2012	-	A l'issue de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014
PREDICA S.A. dont le représentant permanent est Françoise Debrus	Administrateur	26/06/2012	-	

- **DISTRIBUTION DE DIVIDENDES**

Par ailleurs, l'assemblée générale mixte des actionnaires de MEDICA S.A. a approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2012 et a décidé la mise en distribution d'une somme de 0,48 euro par action. La mise en paiement est intervenue le 8 juillet 2013 pour un montant de 22 914 486,72 euros. Le solde de la distribution afférent aux actions auto détenues, s'élevant à 164 673 actions, a été affecté au compte « Report à Nouveau, pour un montant de 79 523,04 euros.

- RENOUELEMENT DES AUTORISATIONS FINANCIERES

Lors de cette Assemblée Générale, il a également été renouvelé les délégations et autorisations financières suivantes :

Résolution	Objet de la résolution	Montant maximal	Durée de l'autorisation (à compter du 25 juin 2013)
11 <sup>e</sup>	Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10 % capital social de la Société au moment du rachat Prix maximum de rachat : 30 euros Montant maximum de rachat : 143 712 540 euros	18 mois
12 <sup>e</sup>	Autorisation de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre	10 % du montant du capital social existant à la date de l'annulation	18 mois
13 <sup>e</sup>	Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	100 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 21 <sup>e</sup> résolution de l'assemblée générale mixte du 26 juin 2012	26 mois
14 <sup>e</sup>	Délégation de compétence au Conseil d'administration d'émettre des bons de souscription d'actions (« BSA ») ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« BSAAR ») au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	200 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 21 <sup>e</sup> résolution de l'assemblée générale mixte du 26 juin 2012 Prix minimum : 110% de la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société pour les 20 séances de Bourse précédant la date à laquelle auront été arrêtés l'ensemble des termes et conditions des BSA/BSAAR et les modalités de leur émission	18 mois



#### 1.2.4. LE GROUPE MEDICA : UN ENGAGEMENT DE QUALITE A LONG TERME RECONNU

Plusieurs distinctions sont venues récompenser le groupe MEDICA à la fois pour son engagement environnemental (Trophée du développement Durable en santé, décerné par un jury de représentants des fédérations hospitalières, sur sa politique de maîtrise des consommations énergétiques), sa capacité à monter des projets avec des fournisseurs partenaires (Trophée des Achats décerné par la CDAF - Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France), et la qualité de son accompagnement (Trophée du Grand âge sur notre approche non médicamenteuse).

- **MEDICA distingué pour ses actions de maîtrise de l'énergie par le Trophée Développement Durable en établissement de santé**

Le groupe MEDICA a reçu le 29 mai 2013 le Trophée du Développement Durable dans la catégorie "Initiative environnementale - énergie bâtiment eau", lors des rencontres du développement durable qui se tenaient sur le Salon de la Santé et de l'Autonomie, Porte de Versailles à Paris.

Le groupe MEDICA remporte ce Trophée ex aequo avec le Centre Hospitalier Régional d'Orléans et l'Institut Saint Pierre de Palavas Les Flots.

Ce trophée décerné par un jury composé d'hospitaliers et de représentants des fédérations hospitalières aux établissements de santé porteurs d'initiatives en matière de développement durable, vient récompenser l'action engagée par le groupe MEDICA début 2012 pour mieux maîtriser les consommations énergétiques de ses établissements.

Le projet du groupe MEDICA consistait à installer au sein de ses établissements des capteurs permettant de mesurer les quantités de gaz, d'eau et d'électricité consommées ainsi que les taux d'émission de CO2.

Déployé sur l'ensemble de l'année 2012 avec l'intervention des experts de la société NetSeenergy, filiale d'EDF, ce projet a permis d'équiper 140 établissements du groupe à fin décembre 2012 (soit presque la totalité des EHPAD MEDICA en France).

La généralisation de l'installation de ces capteurs permettra à terme un pilotage performant de l'empreinte écologique et des consommations énergétiques. 10 à 15% d'économies sont attendues une fois l'outil déployé sur l'ensemble des établissements du groupe.

- **MEDICA récompensé aux trophées des achats 2013 pour son projet Evilum développé avec la PME Evidences Mobiliers**

MEDICA et son partenaire, la PME vendéenne Evidences Mobiliers ont remporté le Trophée des Achats à l'occasion de la 7ème édition des Trophées de la CDAF (Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France) le 17 juin au Casino de Paris. MEDICA et Evidences Mobiliers ont été distingués dans la catégorie "Achats et PME" devant un panel prestigieux de nominés en lice : BNP Paribas, Pierre & Vacances, la ville d'Angers.

Le jury constitué pour l'essentiel de professionnels des achats de grands groupes a souhaité récompenser l'aboutissement d'une collaboration exemplaire entre MEDICA et l'un de ses partenaires fournisseurs depuis 9 ans, la PME Evidences Mobiliers.

La relation de confiance établie entre le grand groupe et la jeune PME a conduit à la mise au point d'une innovation présentant un intérêt majeur pour le secteur de la dépendance : un vernis photo luminescent appliqué sur les contours du mobilier d'une chambre d'EHPAD (lit, commode, table de chevet, bureau, chaise, fauteuil..) permettant de sécuriser les déplacements nocturnes des résidents dans leur chambre pour maintenir leur autonomie et prévenir les chutes, fréquentes la nuit.

Le premier EHPAD MEDICA entièrement équipé de cette technique brevetée ouvrira ses portes cet été 2013 à Saint Sulpice sur Leze en Haute-Garonne. Un déploiement de cet équipement est prévu dans tous les établissements du groupe en création ou en cours de rénovation. Une réflexion est en cours pour équiper du procédé les établissements déjà ouverts.

Ce progrès s'intègre dans la nouvelle priorité gouvernementale autour de la "Silver Economie" qui permet d'améliorer la qualité de vie des résidents notamment par le biais d'innovations technologiques.

Le partenariat avec Evidences Mobiliers est basé également sur des préoccupations communes en matière de RSE. Afin de soutenir l'activité française dans son secteur, MEDICA privilégie les produits "Made in France". C'est le cas d'Evidences Mobiliers qui a fait le choix d'intégrer sur son site vendéen, l'ensemble de la fabrication de son mobilier pour EHPAD à partir de composants et de matériaux.

De nouvelles actions issues des réflexions de l'Observatoire de la Diversité nouvellement créé au sein de MEDICA, seront menées tout au long de l'année 2013.

Avec cet Observatoire, MEDICA se dote aujourd'hui d'une structure spécifiquement dédiée à la promotion de la diversité. Véritable instance de réflexion prospective, l'un de ses objectifs est de veiller au respect des engagements pris dans le cadre des accords d'entreprise en lien avec la diversité, notamment le suivi des indicateurs.

- **MEDICA, lauréat « Coup de Cœur » du Trophée du Grand Age 2013 dans la catégorie "santé et avancée en âge"**

Lors du Trophée du Grand Age 2013 MEDICA a été lauréat « Coup de cœur » dans la catégorie "Santé et avancée en âge", au cours d'une cérémonie au Casino de Paris qui réunissait le 16 mai dernier plus de 1 000 professionnels de la santé, des services à la personne et du maintien à domicile.

Ce prix vient récompenser l'initiative menée par MEDICA pour favoriser une meilleure autonomie des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer au moment des repas : l'utilisation d'une vaisselle bleue unie dans ses unités protégées.

Par l'élimination des éléments pouvant être perturbateurs (motifs, forme, ...), l'objectif thérapeutique du projet consiste à favoriser la prise alimentaire en apportant des solutions avec un matériel, un environnement et un accompagnement adapté aux compétences des personnes âgées désorientées.

Cette initiative s'inscrit dans la réflexion permanente du groupe autour des nouvelles méthodes d'accompagnement non-médicamenteux pour améliorer la qualité de vie et l'autonomie des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

En amont du déploiement de ce projet au sein de ses établissements, MEDICA s'est appuyé sur une étude<sup>(2)</sup> américaine de l'Université de Boston révélant que la perte de poids des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer est due en partie au déclin de la capacité à distinguer le contraste entre les couleurs. Les chercheurs ont constaté que les patients utilisant une vaisselle présentant un contraste élevé avec la nourriture et la boisson, augmentaient leur absorption de nourriture de 24% et leur absorption de boisson de 84%.

Pour cette 5ème édition des Trophées du Grand Age, MEDICA a été sélectionné parmi un nombre record de candidats et de nominés (plus de 100 dossiers reçus).

Organisés sous le haut patronage et en présence de Madame Michèle Delaunay, Ministre déléguée chargée des personnes âgées et de l'autonomie, les Trophées du Grand Age récompensent chaque année les structures impliquées dans la prise en charge des personnes âgées et les meilleures initiatives et innovations destinées à l'amélioration de la qualité de vie des aînés.

Le jury des Trophées du Grand Age a également retenu MEDICA parmi les finalistes du trophée dans la catégorie "Hébergement collectif et maisons de retraite", pour son initiative sur les tablettes tactiles, déployées sur 64 maisons de retraite.

---

(2) Dunne TE, Neargardener SA, Cipollini, PB, Cronin-Golomb A. Visual contrast enhances food and liquid intake in advanced Alzheimer's disease. *Clinical Nutrition* 20 04; 23:533-538

#### 1.2.5. ETAPE IMPORTANTE DE LA DEMARCHE QUALITE DE MEDICA : RECONNAISSANCE SIGNIFICATIVE DES POUVOIRS PUBLICS DE SON REFERENTIEL QUALITE, CERTIFIE NF SERVICES PAR L'AFNOR

La démarche qualité de MEDICA, par le biais de son référentiel qualité NF Services, obtient une reconnaissance très importante des pouvoirs publics suite à l'arrêté du 17 avril 2013 paru le 25 avril 2013 au Journal Officiel.

Cet arrêté atteste de nombreuses équivalences entre le référentiel de certification décerné début 2011 à MEDICA par l'AFNOR et les exigences des évaluations externes de l'ANESM<sup>(3)</sup> qui seront obligatoires à partir du 1er janvier 2015.

Les tutelles ont notamment reconnu une adéquation complète sur : la dynamique générale d'amélioration continue de la qualité des prestations, les facteurs de risques, la capacité à évaluer avec les résidents leurs besoins et leurs attentes dans le cadre du projet d'établissement ou de service en prenant en compte les interactions avec l'environnement familial et social de la personne. MEDICA était le premier groupe du secteur de la dépendance à obtenir la certification NF Service en 2011. Gage de sérieux et de professionnalisme pour les résidents et leurs familles, cette certification répond aux pratiques de bientraitance et de transparence sur l'information transmise aux clients pour permettre leur choix éclairé.

Elaborée à partir des besoins et des attentes des personnes âgées, la norme NF s'attache à respecter deux thèmes importants dans la vie des personnes âgées au sein des établissements : le maintien de l'autonomie et le maintien de la vie sociale. Elle implique pour chaque établissement de MEDICA, un engagement dans un processus de suivi de qualité basé sur l'auto-évaluation et des contrôles externes annuels de l'AFNOR. A ce jour, 95% des EHPAD MEDICA en France (depuis plus de deux ans dans le périmètre du groupe) sont certifiés NF Service.

---

(3) ANESM : Agence Nationale de l'Evaluation et de la Qualité des Etablissements et Services sociaux et Médico-sociaux

## 2. COMPTES CONSOLIDES

## 2.1. COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

En millions d'euros	Période de 6 mois		
	30.06.2013	30.06.2012*	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>381,5</b>	<b>349,0</b>	<b>9,3%</b>
Achats consommés	(20,8)	(18,1)	14,9%
Charges externes (hors locations immobilières)	(62,9)	(62,7)	0,3%
Impôts et taxes	(19,5)	(17,0)	14,7%
Charges de personnel*	(174,5)	(160,0)	9,1%
Autres charges d'exploitation	(1,7)	(0,8)	Na
Autres produits d'exploitation	2,5	1,0	Na
<b>RBE hors immobilier*</b>	<b>104,5</b>	<b>91,5</b>	<b>14,2%</b>
Locations immobilières	(40,8)	(34,7)	17,6%
<b>Excédent Brut d'Exploitation*</b>	<b>63,7</b>	<b>56,8</b>	<b>12,2%</b>
Dotation aux amortissements	(13,8)	(13,4)	3,0%
Dotation aux dépréciations et provisions	(0,9)	1,30	Na
<b>Résultat opérationnel courant*</b>	<b>48,9</b>	<b>44,7</b>	<b>9,4%</b>
Autres charges opérationnelles	(15,6)	(33,5)	(53,4%)
Autres produits opérationnels	18,5	38,6	(52,0%)
<b>Résultat opérationnel non courant</b>	<b>2,9</b>	<b>5,1</b>	<b>(43,1%)</b>
<b>Résultat opérationnel*</b>	<b>51,8</b>	<b>49,8</b>	<b>4,0%</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	2,2	0,07	Na
<b>Résultat opérationnel après quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence</b>	<b>54,0</b>	<b>49,9</b>	<b>8,2%</b>
Charges financières*	(10,8)	(9,9)	9,1%
Produits financiers	0,4	0,4	Na
<b>Résultat financier*</b>	<b>(10,4)</b>	<b>(9,4)</b>	<b>9,5%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>43,7</b>	<b>40,4</b>	<b>7,9%</b>
Charge ou produit d'impôt*	(15,5)	(16,1)	(3,7%)
Taux d'impôt	0,38	0,40	(6,3%)
<b>Résultat après impôt*</b>	<b>28,1</b>	<b>24,3</b>	<b>15,6%</b>
<b>Résultat net total*</b>	<b>28,1</b>	<b>24,3</b>	<b>15,6%</b>
Part du groupe*	28,0	24,3	15,2%
Part des minoritaires	0,2	(0,0)	na

\* voir note 2.4 des Etats Financiers semestriels condensés au 30 juin 2013

## 2.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires consolidé du groupe MEDICA ressort à 381,5 millions d'euros, en hausse de 9,3 % par rapport au premier semestre 2012 (+7,5 % en organique). En France, la croissance est particulièrement soutenue avec un chiffre d'affaires de 342,1 millions d'euros et une croissance organique de 8,1 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR - M€	2013 (6 mois)	2012 (6 mois)	Variation Totale	Croissance Organique
<b>France</b>	<b>342,1</b>	<b>310,5</b>		
% CA	89,7%	89,0%	+10,2%	<b>+8,1%</b>
<b>EHPAD</b>	<b>248,0</b>	<b>221,0</b>		
% CA	65,0%	63,3%	+12,2%	<b>+10,2%</b>
<b>Sanitaire</b>	<b>94,2</b>	<b>89,5</b>		
% CA	24,7%	25,6%	+5,2%	<b>+3,1%</b>
<b>Italie</b>	<b>39,4</b>	<b>38,4</b>		
% CA	10,3%	11,0%	+2,6%	<b>+2,6%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>381,5</b>	<b>349,0</b>	+9,3%	<b>+7,5%</b>

La croissance reste soutenue sur le **segment EHPAD en France**, avec un chiffre d'affaires de 248,0 millions d'euros en hausse de 12,2 %. Au-delà de la montée en charge des établissements ouverts en 2011 et 2012, la croissance organique de 10,2 % reflète la pertinence des choix d'implantation géographique de MEDICA et les investissements réguliers dans l'amélioration de ses établissements.

Le chiffre d'affaires du **segment Sanitaire en France** s'élève à 94,2 millions d'euros, en hausse de 5,2 % par rapport au premier semestre 2012. MEDICA poursuit sa stratégie de diversification dans le domaine de la prise en charge à domicile, qui devrait contribuer à l'accélération du CA à moyen terme.

En **Italie**, la progression du chiffre d'affaires accélère depuis le début de 2013. Le CA ressort à 39,4 millions d'euros, en hausse de 2,6 % (+4,2 % sur le seul T2).

### 2.3. EBITDAR (EBITDA HORS IMMOBILIER OU RBE HORS IMMOBILIER)

L'**EBITDAR** s'établit à 104,5 millions d'euros pour les 6 premiers mois de l'exercice 2013, en progression de 14,2% par rapport à la même période de 2012. Il représente 27,4% du chiffre d'affaires, contre 26,2% au 1er semestre 2012.

Par secteur, l'EBITDAR évolue comme suit :

En millions d'euros	Période de 6 mois		
	30/06/2013	30/06/2012*	Variation
<b>EBITDAR</b>			
Ehpad *	68,4	57,0	11,4
<i>En % du CA du secteur</i>	27,6%	25,8%	20,0%
Sanitaire *	26,4	25,1	1,3
<i>En % du CA du secteur</i>	28,0%	28,0%	5,0%
Italie	9,8	9,4	0,4
<i>En % du CA du secteur</i>	24,8%	24,6%	3,5%
<b>Total du RBE hors Immobilier</b>	<b>104,5</b>	<b>91,5</b>	<b>13,0</b>
<i>En % du CA Total</i>	27,4%	26,2%	14,2%

\* voir note 2.4 des Etats Financiers semestriels condensés au 30 juin 2013

Le **RBE hors immobilier du secteur EHPAD France** a augmenté de 20,0% passant de 57 millions d'euros au 30 juin 2012 à 68,4 millions au 30 juin 2013.

La rentabilité du secteur EHPAD France est maintenue au niveau de l'exercice précédent et ce malgré l'intégration de 606 lits en création sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Le **RBE hors immobilier du secteur Sanitaire** suit la progression du chiffre d'affaires et s'améliore de 5,2 % à 26,4 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 25,1 millions au 30 juin 2012. La marge de RBE hors immobilier se maintient à 28,0 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2013, identique à celle constatée au 30 juin 2012.

Le **RBE hors immobilier du secteur Italie** affiche une augmentation de 4,3%, avec une marge passant de 24,6% du chiffre d'affaires au 30 juin 2012 à 24,8 % au 30 juin 2013.

#### 2.4. EBITDA (OU EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION) ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

L'excédent brut d'exploitation au 30 juin 2013 est de 63,7 millions d'euros contre 56,8 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette progression de plus de 12 % provient de l'accroissement du RBE hors immobilier qui augmente de plus de 14% sur la période. En pourcentage du chiffre d'affaires, le RBE hors immobilier représente 27,4% du chiffre d'affaires contre 26,2% au 30 juin 2012.

Sur la période, les charges de personnel ont augmenté de 9,1% et représentent 45,7% du chiffre d'affaires du groupe au 30 juin 2013 contre 45,8% au 30 juin 2012. Les frais de personnel ont bénéficié en France d'un crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

En ce qui concerne les charges externes (hors charges locatives), grâce à un strict contrôle des coûts, elles ont connu une évolution relative au regard du chiffre d'affaires consolidé passant de 18,0% à 16,5% du chiffre d'affaires au 30 juin 2013.

Le troisième poste de charges du groupe, à savoir les charges locatives, a progressé de 34,7 millions d'euros au 30 juin 2012 à 40,8 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette évolution est le résultat en premier lieu des effets périmètre et des nouvelles ouvertures d'établissements. Le résultat opérationnel courant s'élève à 48,9 millions d'euros en hausse de 9,4% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2012.

#### 2.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 15,6 millions d'euros dont principalement :

- Coût des immobilisations cédées (6,6 M€)
- Coût de restructuration (2,5 M€)

Les autres produits opérationnels s'élèvent à 18,5 millions d'euros dont principalement :

- Produits de cessions des immobilisations (8,6 M€)
- Effets regroupement d'entreprises (3,4 M€)

#### 2.6. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier représente une charge de -10,4 millions d'euros au 30 Juin 2013 contre -9,4 millions d'euros au 30 Juin 2012, soit une baisse de 0,9 million d'euros.

#### 2.7. STRUCTURE FINANCIERE

Les fonds propres du groupe s'élèvent à 683,2 millions d'euros au 30 Juin 2013, contre 675,5 millions d'euros au 31 Décembre 2012, et l'endettement financier net passe de 448,4 millions d'euros au 31 Décembre 2012 à 465,2 millions d'euros au 30 Juin 2013. La dette financière nette a augmenté au cours du 1er semestre 2013 principalement sous l'effet de la politique de développement du groupe. En effet durant les 6 premiers mois de l'année, le flux net de trésorerie lié aux activités



d'investissement représente un montant de 21,9 millions d'euros. Les montants investis l'ont été principalement en investissement immobilier dans le cadre de créations d'établissement.

### 3. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1ER JUILLET 2013 ET PERSPECTIVES DU GROUPE

- Le 29 juillet 2013, MEDICA a annoncé la signature d'un accord<sup>4</sup> portant sur l'acquisition de 100% du capital de la société Senior Living Group (« SLG »), spécialisée dans la prise en charge de la dépendance en Belgique.

#### Acquisition stratégique en Belgique

SLG a été fondée en 2004 par le fonds d'investissement Waterland, avec la mission de créer un acteur de référence sur le marché fragmenté des maisons de repos et de soins en Belgique. Leader des opérateurs privés de la prise en charge de la dépendance en Belgique, SLG exploite 5 481 lits dans 47 établissements principalement en Flandre. Sur l'exercice 2012, SLG a réalisé un chiffre d'affaires de 183 millions d'euros et emploie plus de 3 000 salariés. Pour 2013, SLG réalisera un chiffre d'affaires d'au moins 200 millions d'euros.

#### Etape majeure de développement en Europe

Avec cette acquisition, s'appuyant sur une position domestique forte et la réussite de son implantation en Italie du Nord, MEDICA franchit une étape majeure dans son développement en Europe. Le choix de la Belgique s'explique par des fondamentaux de marché favorables - démographie, solvabilité, barrière à l'entrée - qui correspondent aux critères d'investissements de MEDICA. Avec cette acquisition, le réseau exploité par MEDICA atteindra 22 613 lits, dont près d'un tiers à l'international.

#### Un potentiel de croissance organique renforcé

Le réservoir de croissance organique de MEDICA est également renforcé par cette acquisition. SLG disposant d'un portefeuille de 1 256 lits à construire, le portefeuille de MEDICA atteindra, à l'issue de cette opération, 3 537 lits à restructurer ou à construire :

	TOTAL	France <sup>(5)</sup>	Belgique	Italie <sup>(5)</sup>
<b>Lits en exploitation</b>	<b>22 613</b>	<b>15 027</b>	<b>5 481 <sup>(6)</sup></b>	<b>2 105</b>
<b>Dont lits à restructurer</b>	<b>1 666</b>	<b>1 666</b>	-	-
<b>Lits à construire</b>	<b>1 871</b>	<b>615</b>	<b>1 256 <sup>(5)</sup></b>	-

(4) Protocole d'accord signé sous les conditions suspensives usuelles.

(5) au 30 juin 2013

(6) au 31 mars 2013

### Une opération relative

Réalisée exclusivement en cash, cette opération a été financée de manière optimale grâce à la qualité de la structure financière de MEDICA. La profitabilité opérationnelle de SLG et le financement optimisé permettent d'estimer que l'opération sera relative pour les actionnaires de MEDICA dès l'exercice 2014, première année de pleine consolidation de SLG. La finalisation de l'opération est attendue au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Cette acquisition stratégique marque une étape majeure dans l'extension des activités du groupe MEDICA en Europe. Le marché belge offre des conditions opérationnelles favorables, des perspectives de croissance fortes et SLG est un opérateur de grande qualité. Cette opération bénéficie de la bonne structure financière du groupe MEDICA et s'inscrit pleinement dans sa stratégie de croissance, créatrice de valeur.

- Par ailleurs le groupe a contracté fin août 2013 un CAP à départ différé d'un notionnel de 100 millions d'euros dont l'échéance est fixée au 31/12/2015, deux CAP à départ différés de notionnels de 150 millions d'euros dont l'échéance est fixée au 30 juin 2016, et un SWAP à départ différé d'un notionnel de 70 millions d'euros à échéance au 31 juillet 2017.

## 4. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

Il n'est pas anticipé de risques autres que ceux ayant été identifiés dans le document de référence 2012, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 18 avril 2013 et répertorié sous le numéro D.13-0383 au paragraphe 5 « Facteurs de Risques ».

Ces facteurs de risques ne présentent pas d'évolution significative sur le premier semestre 2013.

## 5. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les informations sur les opérations entre les parties liées relatives au semestre clos le 30 juin 2013 figurent en note 4.19 de l'annexe aux états financiers semestriels condensés, en page 43 du présent Rapport Financier Semestriel.

Il n'existe pas de changement significatif par rapport aux informations communiquées dans le document de référence 2012 de la Société au Chapitre 24 « Opérations avec des Apparentés ».

# 2

# Etats financiers semestriels consolidés condensés au 30 Juin 2013

## SOMMAIRE

---

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE .....	19
2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL .....	20
3. ETAT DE SITUATION FINANCIERE .....	21
4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE .....	22
5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES .....	23
6. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES .....	24

## 1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012 retraité*</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>381 499</b>	<b>348 984</b>
Achats consommés		(20 846)	(18 058)
Charges externes	4.12	(103 656)	(97 364)
Impôts et taxes		(19 520)	(16 991)
Charges de personnel*	4.13	(174 519)	(159 962)
Autres charges d'exploitation		(1 724)	(835)
Autres produits d'exploitation		2 446	1 036
<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>		<b>63 680</b>	<b>56 811</b>
Dotation aux amortissements		(13 839)	(13 422)
Dotation aux dépréciations et provisions		(926)	1 265
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>48 915</b>	<b>44 654</b>
Résultat sur cession de participations consolidées		0	0
Autres charges opérationnelles	4.14	(15 622)	(33 504)
Autres produits opérationnels	4.14	18 526	38 652
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>51 820</b>	<b>49 802</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence		2 228	66
<b>Résultat opérationnel après quote part du résultat des sociétés mises en équivalence</b>		<b>54 049</b>	<b>49 868</b>
Charges financières*	4.15	(10 820)	(9 870)
Produits financiers	4.15	446	428
<b>Résultat financier</b>		<b>(10 374)</b>	<b>(9 442)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>43 675</b>	<b>40 426</b>
Charge ou produit d'impôt*	4.16	(15 542)	(16 118)
<b>Résultat après impôt</b>		<b>28 133</b>	<b>24 308</b>
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>		<b>28 133</b>	<b>24 308</b>
Part du groupe	4.17	27 978	24 332
Part des minoritaires		155	(24)
Nombre d'actions moyen		47 765 578	47 750 600
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)		0,59	0,51
Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)		0,59	0,51

\* voir note 2.4

## 2. TABLEAU DE L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b> retraité*	<b>31/12/2012</b> retraité*
<b>Résultat net total</b>	<b>28 133</b>	<b>24 308</b>	<b>46 509</b>
<i>Autres éléments du résultat global pouvant être recyclé en résultat:</i>			
Variation de la juste valeur des instruments financiers nets d'impôts	3 101	(2 067)	(2 090)
<i>Autres éléments du résultat global ne pouvant pas être recyclé en résultat:</i>			
Ecart actuariel engagements envers le personnel nets d'impôts*	(49)	1 498	1 365
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 052	(569)	(725)
<b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>31 185</b>	<b>23 739</b>	<b>45 784</b>
Dont part groupe	31 030	23 763	45 569
Dont intérêts minoritaires	155	(24)	215

\* voir note 2.4

## 3. ETAT DE SITUATION FINANCIERE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012
<b>ACTIF</b>			
Ecart d'acquisition	4.1	427 941	424 596
Immobilisations incorporelles	4.2	680 153	675 596
Immobilisations corporelles	4.3	422 893	412 800
Titres mis en équivalence		0	2 259
Autres actifs financiers	4.4	19 509	20 788
Actifs disponibles à la vente		342	342
Impôts différés	4.16	834	3 251
Autres actifs long terme		570	25
Instruments financiers dérivés	4.5	615	0
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>1 552 856</b>	<b>1 539 657</b>
Stocks et en-cours		2 659	2 616
Créances clients	4.6	46 731	46 170
Créances d'impôt		9 191	6 070
Autres débiteurs	4.6	58 589	39 240
Autres actifs courants		2 287	8 752
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.7	140 245	236 823
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>259 701</b>	<b>339 671</b>
Total Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	4.8	12 170	13 681
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>1 824 727</b>	<b>1 893 009</b>

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012 retraité*
<b>PASSIF</b>			
Capital		18 653	18 653
Primes liées au capital		482 493	488 152
Actions propres		(2 344)	(1 575)
Autres réserves		0	0
Résultat groupe*		27 978	46 294
Réserves de consolidation*		149 407	117 528
<b>Capitaux propres, part du groupe</b>		<b>676 187</b>	<b>669 053</b>
Résultat hors groupe		155	215
Réserves minoritaires		6 857	6 232
<b>CAPITAUX PROPRES TOTAUX</b>		<b>683 199</b>	<b>675 500</b>
Passifs financiers	4.10	510 621	661 989
Engagements envers le personnel*		6 454	6 125
Titres mis en équivalence		0	0
Autres provisions	4.9	10 590	11 881
Impôts différés*	4.16	246 886	246 544
Autres passifs non courants		29 235	28 357
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>803 785</b>	<b>954 895</b>
Passifs financiers	4.10	94 843	23 188
Engagements envers le personnel*		447	447
Fournisseurs	4.11	59 496	77 365
Autres créditeurs	4.11	147 754	125 057
Autres provisions		379	379
Instruments financiers dérivés	4.5	5 805	10 673
Dettes d'impôt		16 848	11 823
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>325 572</b>	<b>248 932</b>
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	4.8	12 170	13 681
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>1 824 727</b>	<b>1 893 009</b>

\* voir note 2.4

## 4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b> retraité*	<b>31/12/2012</b> retraité*
Résultat net total consolidé		28 133	24 308	46 509
Elim. du résultat des mises en équivalence		(2 228)	(66)	(132)
Elim. des amortissements et des provisions*		9 284	11 555	21 125
Elim. des profits/pertes de réévaluation (juste valeur)*		(752)	(499)	(986)
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		2 082	(11 027)	(10 166)
Elim. des produits de dividendes		(3)	(2)	(15)
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>36 515</b>	<b>24 269</b>	<b>56 335</b>
Elim. Des frais d'acquisition de titres		131	358	524
Elim. De la charge (produit) d'impôt*	4.16	15 542	16 118	32 145
Elim. Du coût de l'endettement financier net		10 093	9 001	18 676
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>62 281</b>	<b>49 746</b>	<b>107 680</b>
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	4.20	(29 782)	(7 166)	22 798
Impôts payés		(15 398)	(17 382)	(20 104)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>17 101</b>	<b>25 198</b>	<b>110 373</b>
Incidence des variations de périmètre	5.2	(6 555)	(5 381)	5 981
Acquisition d'immobilisations corporelles	4.20	(24 472)	(56 494)	(109 567)
Acquisition d'immobilisation incorporelles		221	(3 963)	(15 230)
Acquisition d'actifs financiers		-	-	-
Variation des prêts et avances consentis		1 199	460	(1 751)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		7 338	30 994	56 623
Cession d'immobilisations financières		10	785	787
Dividendes reçus		363	133	146
<b>Flux liés aux activités d'investissement</b>		<b>(21 896)</b>	<b>(33 466)</b>	<b>(63 010)</b>
Augmentation de capital		50	-	-
Actions propres		(769)	(223)	353
Emission d'emprunts		49 625	-	119 263
Remboursement d'emprunts		(134 503)	(7 718)	(28 760)
Intérêts financiers nets versés		(10 703)	(8 608)	(16 672)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-	-	(12 412)
Dividendes payés aux minoritaires		(6)	-	(173)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(96 306)</b>	<b>(16 549)</b>	<b>61 600</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>(101 100)</b>	<b>(24 817)</b>	<b>108 962</b>
Trésorerie à l'ouverture		235 795	126 833	126 833
Trésorerie à la clôture	4.7	134 695	102 016	235 795
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(101 100)</b>	<b>(24 817)</b>	<b>108 962</b>

\* voir note 2.4

## 5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Nbre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées*	Résultat consolidé*	TOTAL*	Part Groupe*	Part minoritaire
<b>Capitaux propres 31/12/2011 retraités*</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>490 852</b>	<b>89 155</b>	<b>41 958</b>	<b>640 617</b>	<b>636 349</b>	<b>4 269</b>
<b>Affectation du résultat de la période précédente retraité*</b>				<b>41 958</b>	<b>(41 958)</b>	<b>0</b>		
Augmentation de capital						0		
Dividendes distribués			(2 701)	(9 883)		(12 585)	(12 412)	(173)
Conversion actions de préférence								
Conversion obligations convertibles								
Frais d'émission d'instruments de capitaux propres								
Actions propres				353		353	353	
Composante capitaux propres de la dette emprunt obligataire								
<b>Transactions avec les actionnaires</b>			<b>(2 701)</b>	<b>(9 530)</b>		<b>(12 232)</b>	<b>(12 059)</b>	<b>(173)</b>
<b>Résultat global de l'exercice retraité*</b>				<b>(725)</b>	<b>46 509</b>	<b>45 784</b>	<b>45 569</b>	<b>215</b>
Autres				1 330		1 330	(806)	2 136
<b>Capitaux propres 31/12/2012 retraités*</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>488 152</b>	<b>122 187</b>	<b>46 509</b>	<b>675 500</b>	<b>669 053</b>	<b>6 447</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>								
	Nbre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées*	Résultat consolidé*	TOTAL*	Part Groupe*	Part minoritaire
<b>Capitaux propres 31/12/2012 retraités*</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>488 152</b>	<b>122 187</b>	<b>46 509</b>	<b>675 500</b>	<b>669 053</b>	<b>6 447</b>
<b>Affectation du résultat de la période précédente retraité*</b>				<b>46 509</b>	<b>(46 509)</b>	<b>0</b>		
Augmentation de capital						0		
Dividendes distribués			(5 659)	(17 262)		(22 920)	(22 915)	(6)
Conversion actions de préférence						0		
Conversion obligations convertibles						0		
Frais d'émission d'instruments de capitaux propres						0		
Actions propres				(769)		(769)	(769)	
Composante capitaux propres de la dette emprunt obligataire						0		
<b>Transactions avec les actionnaires</b>			<b>(5 659)</b>	<b>(18 031)</b>	<b>0</b>	<b>(23 690)</b>	<b>(23 684)</b>	<b>(6)</b>
<b>Résultat global de l'exercice</b>				<b>3 052</b>	<b>28 133</b>	<b>31 185</b>	<b>31 030</b>	<b>155</b>
Autres				205		205	(211)	416
<b>Capitaux propres 30/06/2013</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>482 493</b>	<b>153 921</b>	<b>28 133</b>	<b>683 199</b>	<b>676 187</b>	<b>7 012</b>

\* voir note 2.4

Le montant distribué par la société Mère à ses actionnaires s'élève à 23,0M€, soit 0,48 € par action.



## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES

1.	Faits marquants du semestre .....	26
2.	Bases de préparation des états financiers.....	26
2.1.	Principes généraux.....	26
2.2.	Normes et interprétations appliquées.....	26
2.3.	Recours à des estimations .....	28
2.4.	Application de la norme IAS19 révisée – Réconciliation entre les comptes du 30 juin 2012 et 31 décembre 2012 publiés et ceux présentés en comparatif.....	29
3.	Secteurs opérationnels .....	33
4.	Notes sur les états financiers au 30 juin 2013.....	34
4.1.	Ecarts d'acquisition .....	34
4.2.	Immobilisations incorporelles.....	34
4.3.	Immobilisations corporelles.....	35
4.4.	Autres actifs financiers.....	35
4.5.	Instruments financiers dérivés.....	36
4.6.	Clients et autres débiteurs .....	36
4.7.	Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	37
4.8.	Groupes d'actifs et de passifs non courants destinés à être cédés .....	37
4.9.	Autres provisions non courantes .....	37
4.10.	Passifs financiers .....	38
4.11.	Fournisseurs et autres créditeurs .....	39
4.12.	Charges externes.....	40
4.13.	Charges de personnel.....	40
4.14.	Autres produits et charges opérationnels .....	40
4.15.	Résultat financier .....	41
4.16.	Impôts sur le résultat .....	41
4.17.	Résultat net par action.....	42
4.18.	Engagements hors bilan.....	42
4.19.	Transactions avec les parties liées .....	43
4.20.	Principaux postes du tableau de flux de trésorerie .....	43
4.21.	Evènements postérieurs à la clôture .....	43
5.	Périmètre de consolidation .....	44
5.1.	Variation de périmètre de consolidation de la période.....	44
5.2.	Incidence des variations de périmètre de consolidation sur les données de la période.....	45
5.3.	Périmètre de consolidation au 30 juin 2013.....	46

MEDICA SA et ses filiales sont spécialisées dans les structures d'accueil et de soins médicalisés pour personnes dépendantes de tout âge.

Au 30 juin 2013, le groupe est présent en France et en Italie et intervient sur deux secteurs d'activité :

- Le **secteur EHPAD, France et Italie** : établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, établissements pour personnes âgées et Résidences Services, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ; et
- Le **secteur Sanitaire** : établissements médicalisés prenant en charge la dépendance temporaire par l'offre de soins de suite et de réadaptation (SSR), ce qui inclut les soins de suite et les soins de médecine physique et de réadaptation (MPR), et établissements spécialisés dans le domaine psychiatrique.

MEDICA SA est la holding du groupe MEDICA, société de droit français, dont le siège social est situé 39 rue du Gouverneur Félix Eboué à Issy les Moulineaux (92).

Ces états financiers semestriels consolidés condensés ont été arrêtés par le conseil d'administration du 9 septembre 2013.

## 1. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

---

- *Développement de l'activité*

Le groupe MEDICA, acteur de référence de la prise en charge de la dépendance pérenne ou temporaire a enregistré dans les deux secteurs d'activité, une progression soutenue de son activité au 1er semestre 2013 avec un chiffre d'affaires en hausse de 9,3 % et une forte croissance organique à 7,5 %.

Au 30 Juin 2013, MEDICA exploite un portefeuille de 17.132 lits répartis sur 226 établissements :

- EHPAD – France : 12.410 lits et 161 établissements
- Sanitaire – France : 2.617 lits et 38 établissements
- Italie : 2.105 lits et 27 établissements

En plus des 17.132 lits en exploitation, le groupe MEDICA dispose d'un portefeuille de 2.281 lits à construire ou à restructurer.

## 2. BASES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

---

### 2.1. PRINCIPES GENERAUX

En application du règlement n°1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe MEDICA sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013, sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information Financière Intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises par l'ensemble du référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les derniers comptes annuels consolidés établis au 31 décembre 2012.

### 2.2. NORMES ET INTERPRETATIONS APPLIQUEES

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe MEDICA dans les états financiers semestriels consolidés condensés sont identiques à ceux retenus dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2012, à l'exception de l'impôt sur le résultat qui fait l'objet d'une évaluation conformément à la norme IAS 34, étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1er janvier 2013 ont été appliquées par le Groupe et n'ont, pour la plupart, pas d'incidence sur les comptes au 30 juin 2013. L'impact de l'application de la norme IAS19 révisée est détaillé dans le paragraphe 2.4.

NORMES, AMENDEMENTS OU INTERPRÉTATIONS	Dates de publication au JOUE	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »	6 juin 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2012
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendements à IFRS 1 « Hyperinflation grave – Suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> juillet 2011
Amendements à IFRS 1 « Prêts gouvernementaux »	5 mars 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendements à IFRS 7 « Informations en annexe : compensation des actifs et passifs financiers »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement d'actifs sous-jacents »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2012
Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel »	6 juin 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011	28 mars 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Interprétation IFRIC 20 « Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2013
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2014
IFRS 11 « Accords conjoints »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2014
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendements IFRS 10, 11, 12 « Dispositions transitoires »	5 avril 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendements IAS 27 « Etats financiers individuels »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendements IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers »	29 décembre 2012	1 <sup>er</sup> janvier 2014

**Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2013**

NORMES, AMENDEMENTS OU INTERPRÉTATIONS	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements IFRS 10, 12 et IAS 27 « Entités d'investissements »	18 février 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2014
IFRIC 21 « Prélèvements opérés par des autorités publiques »	20 mai 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2014
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12 novembre 2009 et 28 octobre 2010 et 16 décembre 2011	1 <sup>er</sup> janvier 2015

Le Groupe MEDICA est en cours d'analyse de ces nouvelles normes. Il n'attend pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du fait de leur application.

### 2.3. RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la Direction fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de la clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation des actifs, notamment les autorisations administratives, et les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages au personnel.

#### 2.4. APPLICATION DE LA NORME IAS19 REVISEE – RECONCILIATION ENTRE LES COMPTES DU 30 JUIN 2012 ET 31 DECEMBRE 2012 PUBLIES ET CEUX PRESENTES EN COMPARATIF

L'entrée en vigueur de la norme IAS 19 révisée au 1er janvier 2013 a entraîné un changement de méthode de comptabilisation des indemnités de fin de carrière dans les comptes consolidés du Groupe MEDICA. Selon la norme IAS8, ce changement de méthode doit être appliqué de manière rétrospective afin de respecter la comparaison des états financiers entre les différents exercices présentés. Les impacts sont les suivants :

##### Variation des Capitaux propres :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL	Part Groupe	Part minoritaire
<b>Capitaux propres 31/12/2011 Publiés</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>490 852</b>	<b>89 125</b>	<b>42 007</b>	<b>640 638</b>	<b>636 369</b>	<b>4 269</b>
Correction IAS 19				45	(76)	(30)	(30)	
ID correction IAS 19				(16)	26	10	10	
<b>Capitaux propres 31/12/2011 Retraités</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>490 852</b>	<b>89 155</b>	<b>41 958</b>	<b>640 617</b>	<b>636 349</b>	<b>4 269</b>
Affectation du résultat de la période précédente				41 958	(41 958)	0		
Dividendes distribués			(2 701)	(9 883)		(12 585)	(12 412)	(173)
Actions propres				353		353	353	
Transactions avec les actionnaires			(2 701)	(9 530)		(12 232)	(12 059)	(173)
Résultat global de l'exercice				(2 090)	46 527	44 437	44 222	215
Autres				1 330		1 330	(806)	2 136
<b>Capitaux propres 31/12/2012</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>488 152</b>	<b>120 823</b>	<b>46 527</b>	<b>674 151</b>	<b>667 705</b>	<b>6 447</b>
Correction IAS 19				2 081	(27)	2 054	2 054	
ID correction IAS 19				(717)	9	(707)	(707)	
<b>Capitaux propres 31/12/2012 Retraités</b>	<b>47 904 187</b>	<b>18 653</b>	<b>488 152</b>	<b>122 187</b>	<b>46 509</b>	<b>675 500</b>	<b>669 052</b>	<b>6 447</b>

## Compte de résultat 31 décembre 2012 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2012</b> Retraité	Correction	<b>31/12/2012</b> Publié
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>718 588</b>		<b>718 588</b>
Achats consommés	(37 545)		(37 545)
Charges externes	(201 248)		(201 248)
Impôts et taxes	(36 194)		(36 194)
Charges de personnel	(329 379)	(19)	(329 360)
Autres charges d'exploitation	(2 344)		(2 344)
Autres produits d'exploitation	6 669		6 669
<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>118 548</b>	<b>(19)</b>	<b>118 567</b>
Dotation aux amortissements	(25 329)		(25 329)
Dotation aux dépréciations et provisions	(2 182)		(2 182)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>91 036</b>	<b>(19)</b>	<b>91 055</b>
Résultat sur cession de participations consolidées	0		0
Autres charges opérationnelles	(74 778)		(74 778)
Autres produits opérationnels	81 591		81 591
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>97 849</b>	<b>(19)</b>	<b>97 868</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	132		132
<b>Résultat opérationnel après quote part du résultat des sociétés mises en équivalence</b>	<b>97 981</b>	<b>(19)</b>	<b>98 000</b>
Charges financières	(20 171)	(8)	(20 163)
Produits financiers	844		844
<b>Résultat financier</b>	<b>(19 328)</b>	<b>(8)</b>	<b>(19 320)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>78 653</b>	<b>(27)</b>	<b>78 680</b>
Charge ou produit d'impôt	(32 145)	9	(32 154)
<b>Résultat après impôt</b>	<b>46 509</b>	<b>(18)</b>	<b>46 526</b>
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	<b>46 509</b>	<b>(18)</b>	<b>46 526</b>
Part du groupe	46 294	(18)	46 312
Part des minoritaires	215		215
Nombre d'actions moyen	47 762 058		47 762 058
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	0,97		0,97
Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	0,97		0,97

<i>En milliers d'euros</i>	<b>31/12/2012</b> Retraité	Correction	<b>31/12/2012</b> Publié
<b>Résultat net total</b>	<b>46 509</b>	<b>(18)</b>	<b>46 526</b>
<i>Autres éléments du résultat global pouvant être recyclé en résultat :</i>			
Variation de la juste valeur des instruments financiers net d'impôts	(2 090)		(2 090)
<i>Autres éléments du résultat global ne pouvant pas être recyclé en résultat :</i>			
Ecart actuariels engagements envers le personnel nets d'impôts	1 365	1 365	0
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(725)</b>	<b>1 365</b>	<b>(2 090)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>45 784</b>	<b>1 347</b>	<b>44 436</b>
Dont part groupe	45 569	1 347	44 222
Dont intérêts minoritaires	215		215

## Compte de résultat 30 juin 2012 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2012</b>	<b>Correction</b>	<b>30/06/2012</b>
	<b>Retraité</b>		<b>Publié</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>348 984</b>		<b>348 984</b>
Achats consommés	(18 058)		(18 058)
Charges externes	(97 364)		(97 364)
Impôts et taxes	(16 991)		(16 991)
Charges de personnel	(159 962)	233	(160 195)
Autres charges d'exploitation	(835)		(835)
Autres produits d'exploitation	1 036		1 036
<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>56 811</b>	<b>233</b>	<b>56 578</b>
Dotation aux amortissements	(13 422)		(13 422)
Dotation aux dépréciations et provisions	1 265		1 265
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>44 654</b>	<b>233</b>	<b>44 421</b>
Résultat sur cession de participations consolidées	0		0
Autres charges opérationnelles	(33 504)		(33 504)
Autres produits opérationnels	38 652		38 652
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>49 802</b>	<b>233</b>	<b>49 569</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	66		66
<b>Résultat opérationnel après quote part du résultat des sociétés mises en équivalence</b>	<b>49 868</b>	<b>233</b>	<b>49 635</b>
Charges financières	(9 870)	42	(9 912)
Produits financiers	428		428
<b>Résultat financier</b>	<b>(9 442)</b>	<b>42</b>	<b>(9 484)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>40 426</b>	<b>275</b>	<b>40 151</b>
Charge ou produit d'impôt	(16 118)	(95)	(16 023)
<b>Résultat après impôt</b>	<b>24 308</b>	<b>180</b>	<b>24 128</b>
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	<b>24 308</b>	<b>180</b>	<b>24 128</b>
Part du groupe	24 332	180	24 152
Part des minoritaires	(24)		(24)
Nombre d'actions moyen	47 750 600		47 750 600
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	0,51		0,51
Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	0,51		0,51

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2012</b>	<b>Correction</b>	<b>30/06/2012</b>
	<b>Retraité</b>		<b>Publié</b>
<b>Résultat net total</b>	<b>24 308</b>	<b>180</b>	<b>24 128</b>
<i>Autres éléments du résultat global pouvant être recyclé en résultat :</i>			
Variation de la juste valeur des instruments financiers net d'impôts	(2 067)		(2 067)
<i>Autres éléments du résultat global ne pouvant pas être recyclé en résultat :</i>			
Ecart actuariels engagements envers le personnel nets d'impôts	1 498	1 498	0
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(569)</b>	<b>1 498</b>	<b>(2 067)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>23 739</b>	<b>1 678</b>	<b>22 061</b>
Dont part groupe	23 763	1 678	22 085
Dont intérêts minoritaires	(24)		(24)



Passif 31 décembre 2012 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2012</b> Retraité	Correction	<b>31/12/2012</b> Publié
<b>PASSIF</b>			
Capital	18 653		18 653
Primes liées au capital	488 152		488 152
Actions propres	(1 575)		(1 575)
Autres réserves	0		0
Résultat groupe	46 294	(18)	46 312
Réserves de consolidation	117 528	1 345	116 183
<b>Capitaux propres, part du groupe</b>	<b>669 053</b>	<b>1 327</b>	<b>667 726</b>
Résultat hors groupe	215		215
Réserves minoritaires	6 232		6 232
<b>CAPITAUX PROPRES TOTAUX</b>	<b>675 500</b>	<b>1 327</b>	<b>674 173</b>
Passifs financiers	661 989		661 989
Engagements envers le personnel	6 125	(2 024)	8 149
Titres mis en équivalence	0		0
Autres provisions	11 881		11 881
Impôts différés	246 544	697	245 847
Instruments financiers dérivés	0		0
Autres passifs non courants	28 357		28 357
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>954 895</b>	<b>(1 327)</b>	<b>956 222</b>
Passifs financiers	23 188		23 188
Engagements envers le personnel	447		447
Fournisseurs	77 365		77 365
Autres créiteurs	125 057		125 057
Autres provisions	379		379
Instruments financiers dérivés	10 673		10 673
Dettes d'impôt	11 823		11 823
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>248 932</b>	<b>0</b>	<b>248 932</b>
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	13 681		13 681
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 893 009</b>	<b>0</b>	<b>1 893 009</b>

## 3. SECTEURS OPERATIONNELS

Les informations présentées sont basées sur le reporting interne du Groupe, à savoir :

- Le secteur EHPAD regroupe les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes localisés en France, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ;
- Le secteur Sanitaire regroupe les établissements spécialisés dans les soins de suite et de réadaptation et dans le domaine psychiatrique, assurant la prise en charge de la dépendance temporaire ;
- Le secteur Italie regroupe les établissements assurant la prise en charge de la dépendance en Italie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	30/06/2012*
<b>Chiffres d'Affaires</b>		
Ehpad	247 959	221 080
Sanitaire	94 188	89 505
Italie	39 351	38 399
<b>Total</b>	<b>381 499</b>	<b>348 984</b>
<b>Résultat Brut d'exploitation hors Immobilier</b>		
Ehpad *	68 369	56 973
Sanitaire *	26 351	25 098
Italie	9 761	9 430
<b>Total RBE hors Immobilier</b>	<b>104 481</b>	<b>91 501</b>
<b>Locations immobilières</b>	<b>(40 799)</b>	<b>(34 690)</b>
<b>Excédent Brut d'Exploitation*</b>	<b>63 680</b>	<b>56 811</b>

\* voir note 2.4

Le RBE hors immobilier correspond à l'EBE hors locations immobilières.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
<b>Actifs</b>		
Ehpad	1 211 361	1 271 520
Sanitaire	467 924	479 516
Italie	145 441	141 973
<b>Total</b>	<b>1 824 727</b>	<b>1 893 009</b>

## 4. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS AU 30 JUIN 2013

## 4.1. ECARTS D'ACQUISITION

Les principaux mouvements de la période s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>EHPAD</b>	<b>Sanitaire</b>	<b>Italie</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Ecarts d'acquisition nets au 31/12/2012</b>	<b>278 431</b>	<b>109 532</b>	<b>36 633</b>	<b>424 596</b>
Regroupement d'entreprises	3 345			3 345
Complément de prix			-	
<b>ECARTS D'ACQUISITION NETS AU 30/06/2013</b>	<b>281 776</b>	<b>109 532</b>	<b>36 633</b>	<b>427 941</b>

Les écarts d'acquisition des sociétés acquises sur la période ont été déterminés provisoirement. Ils seront affectés définitivement dans le délai d'affectation de 12 mois. En l'absence d'indice de perte

de valeur au niveau de chaque secteur d'activité, le Groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

## 4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux ci-dessous détaillent l'évolution des immobilisations incorporelles au cours du 1er semestre 2013.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Autorisations d'exploitation</b>	<b>Logiciels</b>	<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Valeur nette comptable au 31/12/2012:</b>	<b>665 315</b>	<b>3 710</b>	<b>2 491</b>	<b>4 080</b>	<b>675 596</b>
Variations de périmètre	5 214 -	-	-	-	5 214
Acquisitions	-	215 -	-	360	575
Cessions	-	-	-	-	-
Reclassement	(550)	162 -	-	(117)	(505)
Dotation aux amortissements	-	(647)	(82) -	-	(729)
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30/06/2013</b>	<b>669 979</b>	<b>3 441</b>	<b>2 409</b>	<b>4 324</b>	<b>680 153</b>
Coût d'acquisition	669 979	9 907	2 669	4 324	686 879
Amortissements cumulés	-	(6 466)	(260)	-	(6 726)
<b>Valeur nette comptable au 30/06/2013</b>	<b>669 979</b>	<b>3 441</b>	<b>2 409</b>	<b>4 324</b>	<b>680 153</b>

Au 30 juin 2013, le Groupe a procédé à des tests de dépréciation d'actifs. Lorsque des indices de pertes de valeurs ont été identifiés, des tests de dépréciation ont été réalisés. Ils n'ont pas entraîné de dépréciation d'autorisations d'exploitation.

## 4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les principaux mouvements de la période s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et constructions	Véhicules, matériels et outillages	Autres immobilisations	Avances et acomptes s/ immo. Corp.	Immobilisations en cours	TOTAL
<b>Valeur nette comptable au 31/12/2011</b>	<b>311 602</b>	<b>16 256</b>	<b>41 366</b>	<b>928</b>	<b>42 649</b>	<b>412 800</b>
Variations de périmètre	836	32	156	-	-	1 024
Acquisitions	4 427	2 320	5 570	-	13 716	26 034
Cessions	(5 061)	(27)	(90)	-	(164)	(5 342)
Reclassement	11 410	403	947	(3)	(11 269)	1 488
Dotation aux amortissements	(6 628)	(2 246)	(4 236)	-	-	(13 110)
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 30/06/2013</b>	<b>316 586</b>	<b>16 738</b>	<b>43 713</b>	<b>924</b>	<b>44 932</b>	<b>422 893</b>
Coût d'acquisition	427 378	50 573	109 273	924	44 933	633 082
Amortissements cumulés	(110 794)	(33 835)	(65 560)	-	-	(210 189)
<b>Valeur nette comptable au 30/06/2013</b>	<b>316 586</b>	<b>16 738</b>	<b>43 713</b>	<b>924</b>	<b>44 932</b>	<b>422 893</b>

Les actifs du Groupe comptabilisés dans le cadre de contrats de location-financement sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
<b>Terrains et constructions</b>		
Coût d'acquisition	260 534	264 373
Amortissements cumulés	(56 734)	(54 285)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>203 800</b>	<b>210 088</b>
<b>Véhicules, matériel et outillage</b>		
Coût d'acquisition	4 375	4 461
Amortissements cumulés	(1 844)	(1 625)
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>2 531</b>	<b>2 836</b>

## 4.4. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Avances sur acquisitions de titres consolidés	51	170
Loyers d'avance	2	2
Dépôts de garantie	19 450	20 601
Avances de trésorerie	6	15
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>19 509</b>	<b>20 788</b>

#### 4.5. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le groupe MEDICA a recours à des instruments financiers dérivés afin de se couvrir contre le risque de variation de taux, les dettes financières étant majoritairement contractées à taux variable.

Le Groupe a mis en œuvre une comptabilité de couverture conforme à la norme IAS 39, qualifiant ces opérations de couverture de flux de trésorerie futurs.

La variation de juste valeur de la part efficace de ces dérivés est comptabilisée en capitaux propres à chaque arrêté. La juste valeur de ces instruments est calculée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés.

Le Groupe a ainsi documenté l'ensemble de ses swaps comme étant des instruments de couverture du risque de taux lié à la dette financière à taux variable.

La comptabilité de couverture de flux de trésorerie leur est donc appliquée.

Le swap de 100 M€ de nominal arrivant à échéance en décembre 2013 a été débouclé en janvier 2013.

Les trois caps contractés en juin 2011 pour un notionnel de 500 M€ sont arrivés à échéance le 30 juin 2013.

Type de contrat	<i>(en milliers d'euros)</i>		Juste valeur au bilan				Impact des variations		
	Notionnel en millions		30/06/2013		31/12/2012		30/06/2013		
	30/06/2013	31/12/2012	Actif	Passif	Actif	Passif	En résultat	En capitaux propres	Trésorerie
SWAP	450	480	615	5 805	-	10 673	(623)	4 730	(1 375)
CAP	-	500							
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES</b>	<b>450</b>	<b>980</b>	<b>615</b>	<b>5 805</b>	<b>-</b>	<b>10 673</b>	<b>(623)</b>	<b>4 730</b>	<b>(1 375)</b>

L'impact en trésorerie d'un montant de 1 375 K€ correspond à la soulte versée concernant le SWAP de 100 M€ débouclé le 30 janvier 2013 et qui arrivait à échéance au 31 décembre 2013. Cette soulte est amortie sur la durée initiale restant à courir. L'impact en résultat est de – 625 K€.

La mise en application de la norme IFRS 13, et de la prise en compte de risque de contre partie dans la juste valeur des instruments dérivés, a généré un produit de 3 K€ au 30 juin 2013.

#### 4.6. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Créances clients	49 056	48 676
Provision pour dépréciation	(2 325)	(2 506)
<b>Créances clients - net</b>	<b>46 731</b>	<b>46 170</b>
Créances fiscales et sociales	27 735	15 947
Produits à recevoir	2 861	1 606
Avances payées	10 807	7 621
Autres créances	17 185	14 066
<b>Autres débiteurs</b>	<b>58 589</b>	<b>39 240</b>

L'augmentation des « créances fiscales et sociales » s'explique notamment par la créance CICE.

## 4.7. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
OPCVM de trésorerie	6 090	40 595
Liquidités et comptes débiteurs fusionnés en cashpooling	134 154	196 228
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>140 245</b>	<b>236 823</b>
Concours bancaires courants	(5 550)	(1 027)
<b>TRESORERIE NETTE</b>	<b>134 695</b>	<b>235 795</b>

Les OPCVM de trésorerie sont principalement constitués de SICAV monétaires.

## 4.8. GROUPES D'ACTIFS ET DE PASSIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES

Conformément à la norme IFRS 5, les immobilisations faisant partie d'un plan de cession, répondant à un programme actif de recherche d'acquéreur, mis en vente à un prix raisonnable par rapport à leur juste valeur actuelle, dans un délai d'un an maximum et dont les actions nécessaires à la réalisation de la cession rendent improbables des changements significatifs du plan ou son abandon ont été reclassés en actifs destinés à être cédés dans le bilan pour un montant global de près de 12,2 M€ au 30 juin 2013. Les passifs liés à ces actifs sont reclassés en passifs destinés à être cédés.

## 4.9. AUTRES PROVISIONS NON COURANTES

Les autres provisions non courantes sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Prud'hommes	Restructurations	Autres	Total
<b>Au 31/12/2012</b>	<b>2 701</b>	<b>9</b>	<b>9 170</b>	<b>11 881</b>
Augmentation des provisions	1 101	-	989	2 090
Reprise des montants non utilisés durant l'exercice	(505)	-	(697)	(1 201)
Reprise des montants utilisés durant l'exercice	(874)	-	(1 442)	(2 316)
Variations de périmètre	137	-	-	137
Reclassement	-	-	-	-
<b>Au 30/06/2013</b>	<b>2 561</b>	<b>9</b>	<b>8 021</b>	<b>10 590</b>

## 4.10. PASSIFS FINANCIERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Emprunts auprès des établissements de crédit	510 300	661 597
Autres emprunts et dettes assimilées	321	391
Intérêts courus sur emprunts	0	0
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>510 621</b>	<b>661 989</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit courants	88 967	20 892
Autres emprunts et dettes assimilées courants	-	-
Intérêts courus sur emprunts	325	1 268
Concours bancaires courants	5 550	1 027
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS</b>	<b>94 843</b>	<b>23 188</b>
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>605 465</b>	<b>685 177</b>

L'ensemble des emprunts fait l'objet de cautions ou de nantissements au profit des établissements de crédit.

Par ailleurs, le Groupe dispose d'une ligne de crédit non utilisée à hauteur de 150M€.

**ANALYSE DES EMPRUNTS :**

Les emprunts mentionnés précédemment s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Nature de taux</i>	30/06/2013	31/12/2012
<b>Emprunts syndiqués</b>			
Emprunts auprès des établissements de crédit	Tx variables	332 285	443 732
Emprunts obligataires	Tx fixes	39 674	
Intérêts courus sur emprunts		325	1 268
<b>Autres emprunts et dettes assimilées</b>			
Locations financements	Tx fixes et variables	216 619	225 862
Autres emprunts bancaires	Tx fixes et variables	11 012	13 288
Concours bancaires courants		5 550	1 027
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>		<b>605 465</b>	<b>685 177</b>

Les locations financement se composent essentiellement au 30 juin 2013 des contrats de crédit bail suite aux opérations de Sale and Lease Back effectuées en décembre 2010 et décembre 2012.

**ENDETTEMENT FINANCIER NET :**

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond au total des dettes financières et emprunts bancaires diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers comme les avances de trésorerie effectuées aux participations sur lesquelles le groupe n'exerce pas le contrôle.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Total passifs financiers	605 465	685 177
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(140 245)	(236 823)
<b>Endettement Net</b>	<b>465 220</b>	<b>448 354</b>

**RATIOS BANCAIRES :**

Au titre de ses emprunts le groupe doit respecter un certain nombre d'obligations usuelles dans ce type de contrat. En cas de non respect de certaines d'entre elles, les banques pourraient obliger le groupe à rembourser totalement ou partiellement l'emprunt ou renégocier les conditions de financement.

Le groupe doit ainsi respecter les covenants financiers suivants au 30 juin 2013 :

Le Leverage Ratio retraité\* est fixé à 4,5 jusqu'en juin 2013 puis dégressif ensuite.

\*(dette financière – dette immobilière)/(EBITDA – (6,5% x dette immobilière))

**ECHEANCES DES DETTES FINANCIERES :**

Le détail et les échéances des dettes financières sont indiqués ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>1 à 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
Emprunts bancaires syndiqués et autres passifs financiers	71 543	267 872	43 881	383 296
Location-financement	17 750	73 221	125 648	216 619
Concours bancaires courants	5 550			5 550
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>94 843</b>	<b>341 093</b>	<b>169 529</b>	<b>605 465</b>

**4.11. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS**

Toutes les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont exigibles à moins d'un an.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30/06/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
<b>Fournisseurs</b>	<b>59 496</b>	<b>77 365</b>
Dettes fiscales et sociales	80 486	95 001
Avances et acomptes reçus	8 026	8 408
Dettes - fournisseurs immobilisations	13 380	11 640
Autres dettes	41 373	9 139
Produits constatés d'avance	4 489	869
<b>Autres créditeurs</b>	<b>147 754</b>	<b>125 057</b>

Les dettes sur fournisseurs d'immobilisations correspondent à des dettes relatives à des projets de constructions d'ensembles immobiliers.



Les « Autres dettes » se composent notamment de la distribution de dividendes décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2013 et qui a été mise en paiement le 8 juillet 2013.

#### 4.12. CHARGES EXTERNES

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Personnel intérimaire	(626)	(1 087)
Locations immobilières	(40 799)	(34 690)
Locations mobilières	(3 884)	(3 859)
Entretien et maintenance	(5 087)	(4 218)
Sous-traitance	(30 397)	(31 751)
Achats non stockés	(10 273)	(7 724)
Autres services	(12 589)	(14 035)
<b>CHARGES EXTERNES</b>	<b>(103 656)</b>	<b>(97 364)</b>

#### 4.13. CHARGES DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012*
Traitements, salaires, participations et indemnités de fin de contrat de travail	(122 607)	(114 050)
Charges sociales	(51 745)	(45 921)
Charges de retraite - régimes à prestations définies & Médailles du travail *	(167)	9
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(174 519)</b>	<b>(159 962)</b>
<b>Effectifs présents au 30 juin</b>		
France	10 682	9 840
Etranger	147	141
<b>TOTAL EFFECTIFS</b>	<b>10 829</b>	<b>9 981</b>

\* voir note 2.4

#### 4.14. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
VNC des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	(6 601)	(26 412)
Fermetures/Restructuration des établissements	(2 447)	(4 806)
Autres charges opérationnelles	(6 574)	(2 286)
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>(15 622)</b>	<b>(33 504)</b>
Regroupement d'entreprises	3 383	-
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 612	35 935
Mise en juste valeur de participations antérieurement détenues		1 728
Autres produits opérationnels	6 532	989
<b>Autres produits opérationnels</b>	<b>18 526</b>	<b>38 652</b>

## 4.15. RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	30/06/2013		30/06/2012*	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Charges d'intérêts sur emprunts	(3 292)		(4 433)	
Intérêts sur contrats de location-financement	(1 994)		(1 678)	
Charges et produits sur couverture de taux	(2 932)		(1 549)	
Effet du coût amorti sur les emprunts	(1 891)		(1 526)	
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>(10 109)</b>	-	<b>(9 186)</b>	-
Prod. De cession équivalents de trésorerie		15		187
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(10 109)</b>	<b>15</b>	<b>(9 186)</b>	<b>187</b>
Composante financière du coût des régimes d'avantages au personnel *	(89)		(114)	
Commissions de non-utilisation	(493)		(509)	
Effets d'actualisation	-	317	(21)	
Variation de la juste valeur des instruments financiers			(2)	
Dépréciation des actifs financiers				
Autres charges financières	(131)		(37)	
Autres produits financiers		114		241
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>(712)</b>	<b>431</b>	<b>(684)</b>	<b>241</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(10 820)</b>	<b>446</b>	<b>(9 870)</b>	<b>428</b>
<b>RESULTAT FINANCIER NET</b>	<b>(10 374)</b>		<b>(9 442)</b>	

\* voir note 2.4

## 4.16. IMPOTS SUR LE RESULTAT

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt en période intérimaire a été comptabilisée en appliquant au résultat comptable intermédiaire avant impôt, le taux effectif d'impôt (T.E.I) de l'année 2013.

- ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

(en milliers d'euros)	30/06/2013	30/06/2012*
Charge d'impôt courant	(14 209)	(7 912)
Charge ou produit d'impôts différés*	(1 334)	(8 206)
<b>Charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>(15 542)</b>	<b>(16 118)</b>

\* voir note 2.4

- L'IMPOT DIFFERE AU BILAN

La variation des impôts différés nets est exposée ci-après :

(en milliers d'euros)	30/06/2013	31/12/2012*
<b>A l'ouverture*</b>	<b>(243 293)</b>	<b>(228 688)</b>
Variation de périmètre	(1 784)	(4 622)
Impôts imputés au compte de résultat *	(1 334)	(10 546)
Impôts imputés directement en capitaux propres ou EA *	359	563
<b>A LA CLOTURE</b>	<b>(246 052)</b>	<b>(243 293)</b>

\* voir note 2.4

Le taux effectif d'impôt avant résultat des sociétés mises en équivalence, incluant la charge de CVAE et prenant en compte le CICE, s'établit à 37,5% au 30 juin 2013 contre 40,94% au 31 décembre 2012.

#### 4.17. RESULTAT NET PAR ACTION

Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	30/06/2013	30/06/2012*
Résultat revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)*	27 978	24 332
Nombre moyen pondéré d'actions	47 765 578	47 750 600
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE CONSOLIDE PAR ACTION (en euros)*</b>	<b>0,59</b>	<b>0,51</b>

Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	30/06/2013	30/06/2012*
Résultat dilué revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)*	27 978	24 332
Nombre moyen pondéré d'actions	47 765 578	47 750 600
Effet des dilutions des obligations	-	-
Effet des dilutions des actions de préférence en circulation	-	-
<b>RESULTAT NET DILUE PART DU GROUPE CONSOLIDE PAR ACTION (en euros)*</b>	<b>0,59</b>	<b>0,51</b>

\* voir note 2.4

#### 4.18. ENGAGEMENTS HORS BILAN

- **ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS OPERATIONNELS :**

(Sans effet d'actualisation)

(en milliers d'euros)	30/06/2013
A moins d'un an	81 546
Entre un et cinq ans	293 064
A plus de cinq ans	255 403
<b>PAIEMENTS MINIMUMS AU TITRE DES LOCATIONS SIMPLES</b>	<b>630 013</b>

- **ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE CONCERNANT LES ETABLISSEMENTS EN COURS DE CREATION :**

(Sans effet d'actualisation)

(en milliers d'euros)	30/06/2013
A moins d'un an	480
Entre un et cinq ans	1 918
A plus de cinq ans	3 237
<b>PAIEMENTS MINIMUMS FUTURS AU TITRE DES LOCATIONS SIMPLES</b>	<b>5 635</b>

Les autres engagements hors bilan n'ont pas évolué de façon significative depuis le 31 décembre 2012, notamment ceux liés :

- Aux garanties réelles et aux cautions suite à la restructuration de la dette
- Aux promesses d'investissements.

#### 4.19. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas d'évolution significative dans les modalités de rémunération des dirigeants.

#### 4.20. PRINCIPAUX POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

##### DETAIL DE L'INCIDENCE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>
Incidence de la var. des stocks et en cours	(37)	(79)
Incidence de la var. des clients	(513)	(42)
Incidence de la var. des fournisseurs	(18 351)	(6 351)
Incidence de la var. des débiteurs & autres créditeurs	(10 882)	(694)
<b>Variation en Fonds de Roulement</b>	<b>(29 782)</b>	<b>(7 166)</b>

##### DETAIL DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>en milliers d'euros</i>	<b>30/06/2013</b>	<b>30/06/2012</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles (cf. Note 4.3)	(26 034)	(51 019)
Immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat crédit-bail	83	762
Activation des coûts d'emprunt (IAS 23)	802	1 109
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	677	(7 346)
<b>Acquisition d'Immobilisations Corporelles</b>	<b>(24 472)</b>	<b>(56 494)</b>

#### 4.21. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 29 juillet 2013, MEDICA a annoncé la signature d'un accord<sup>(5)</sup> portant sur l'acquisition de 100% du capital de la société Senior Living Group (« SLG »), spécialisée dans la prise en charge de la dépendance en Belgique.

Par ailleurs le groupe a contracté fin août 2013 un CAP à départ différé d'un notionnel de 100 M€ dont l'échéance est fixée au 31/12/2015, deux CAP à départ différés de notionnels de 150 M€ dont l'échéance est fixée au 30 juin 2016, et un SWAP à départ différé d'un notionnel de 70 M€ à échéance au 31 juillet 2017

(5) Protocole d'accord signé sous les conditions suspensives usuelles

## 5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

---

### 5.1. VARIATION DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE LA PERIODE

Compte tenu d'opérations de Transmission Universelle de Patrimoine réalisées au cours du premier semestre, des acquisitions ou création d'établissements, le périmètre de consolidation comprend, au 30/06/2013, outre la société mère MEDICA SA, 131 sociétés consolidées par intégration globale (129 au 31/12/2012) et aucune société consolidée par mise en équivalence (1 au 31/12/2012).

## 5.2. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNEES DE LA PERIODE

<i>(en milliers d'euros)</i>	Italie	France	Total
<b>ACTIF</b>			
Autorisations administratives	-	5 214	5 214
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	1 024	1 024
Titres mis en équivalence	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	-	(98)	(98)
Actifs disponibles à la vente	-	-	-
Impôts différés actifs	-	0	0
Autres actifs à long terme	-	-	-
<b>Actifs non courants</b>	-	<b>6 140</b>	<b>6 140</b>
Stocks	-	6	6
Clients	-	46	46
Créances d'impôt courant	-	10	10
Autres débiteurs	-	2 364	2 364
Autres actifs courants	-	11	11
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-
<b>Actifs courants</b>	-	<b>2 437</b>	<b>2 437</b>
Résultat Groupe	-	(129)	(129)
Intérêts minoritaires	-	-	-
<b>PASSIF</b>			
Emprunts et dettes financières	-	52	52
Engagements de retraite et avantages assimilés	-	-	-
Autres provisions à long terme	-	-	-
Impôts différés	-	1 784	1 784
Autres passifs non courants	-	266	266
<b>Passifs non courants</b>	-	<b>2 103</b>	<b>2 103</b>
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	-	-	-
Autres provisions à court terme	-	137	137
Fournisseurs	-	479	479
Autres créditeurs	-	507	507
Dettes d'impôt courant	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-
Autres passifs courants	-	-	-
<b>Passifs courants</b>	-	<b>1 123</b>	<b>1 123</b>
<b>ACTIF NET (hors trésorerie et équivalents de trésorerie acquis)</b>	-	<b>5 480</b>	<b>5 480</b>
<b>Ecarts d'acquisition nets</b>	-	<b>3 345</b>	<b>3 345</b>
<b>Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie</b>			<b>0</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	-	184	184
Trésorerie décaissée pour les acquisitions réalisées	-	(5 429)	(5 429)
Prix de cession des titres consolidés	-	49	49
<b>Décaissements nets pour les acquisitions réalisées</b>	-	<b>(5 196)</b>	<b>(5 196)</b>
Autres décaissements sur entrées de périmètre	(2)	(60)	(62)
<b>Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie</b>	<b>(2)</b>	<b>(5 256)</b>	<b>(5 258)</b>
<b>Incidence des variations de trésorerie des passifs destinés à être cédés</b>	<b>113</b>	<b>(1 411)</b>	<b>(1 298)</b>
<b>Incidence des variations de périmètre</b>	<b>111</b>	<b>(6 667)</b>	<b>(6 555)</b>

## 5.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2013

Sociétés Consolidées	Monnaie	Méthode	30/06/2013	
			% Contrôle	% Intérêts
SA MEDICA	€	IG	mère	-
AETAS S.P.A.	€	IG	100	100
II FAGGIO Srl	€	IG	93,4	93,4
RESIDENZA I PLATANI Srl	€	IG	100	100
CROCE DI MALTA Srl	€	IG	98,02	98,02
LE PALME Srl	€	IG	100	100
GLI OLEANDRI Srl	€	IG	94,29	94,29
CARE SERVICE Srl	€	IG	100	100
IL CILIEGIO Srl	€	IG	70	70
RESIDENZA FORMIGINE Srl	€	IG	75	75
MAGNOLIE Srl	€	IG	100	100
SA MEDICA FRANCE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DE SANTE MENTALE SOLISANA	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DU VAL DE SEINE	€	IG	99,85	99,85
SARL CLINIQUE LES ALPILLES	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE DU MONT VENTOUX	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LES LILAS	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE DE SANTE MENTALE DU GOLFE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE ALMA SANTE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DU CHATEAU DE MORNAY	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE SAINTE COLOMBE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE LA CONDAMINE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE DE SANTE MENTALE VILLA BLEUE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE MAISON BLANCHE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE MONTJOY	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DE SANTE MENTALE DE PIETAT	€	IG	100	100
SA CLINIQUE DE SANTE MENTALE SAINT MAURICE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LA PALOUMERE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LA VARENNE	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LA ROSERAIE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE LE CLOS DE BEAUREGARD	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DU CHAMBON	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE LES BRUYERES	€	IG	100	100
SAS LES JARDINS D'HESTIA	€	IG	99,92	99,92
SARL GMR	€	IG	100	100
SAS AUBERGERIE DE QUINCY	€	IG	91,78	91,78
SAS AUBERGERIE DU 3E AGE	€	IG	91,78	91,78
SARL RESIDENCE DES PINS	€	IG	100	100
SAS LES QUATRE TREFLES	€	IG	99,93	99,93
SAS GASTON DE FOIX	€	IG	100	100
SNC TOPAZE	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE DE CHAINTREAUVILLE	€	IG	96	96
SAS DLS GESTION	€	IG	96,67	96,67
SARL LA FONTAINE BAZEILLE	€	IG	100	100
SAS RESIDENCE LES SANSONNETS	€	IG	100	100
SAS LES TERRASSES DU XXEME	€	IG	100	100

Sociétés Consolidées	Monnaie	Méthode	30/06/2013	
			% Contrôle	% Intérêts
SAS RESIDENCE LES MATHURINS	€	IG	100	100
SAS LE VAL D'ESSONNE	€	IG	100	100
SARL MAISON DE RETRAITE LES GARDIOLES	€	IG	100	100
SARL LA PAQUERIE	€	IG	100	100
SARL LA COLOMBE	€	IG	100	100
SARL LES TAMARIS	€	IG	100	100
SARL RESID'GEST	€	IG	100	100
SARL RA DE LAXOU	€	IG	100	100
SARL RA DES SABLES	€	IG	100	100
SARL RA DE LYON GERLAND	€	IG	100	100
SARL RA DU MANS	€	IG	100	100
SARL LE MOLE D'ANGOULINS	€	IG	100	100
SAS RA DE NEUVILLE ST REMY	€	IG	100	100
SARL MAISON DE RETRAITE SOULAINES	€	IG	100	100
SAS DOMAINE DES TROIS CHEMINS	€	IG	100	100
SAS LE MONT SOLEIL	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE BELLEVUE	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE AGAPANTHE	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE LA GRANDE PRAIRIE	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE PIN BALMA	€	IG	100	100
SARL LE HAMEAU DE PRAYSSAS	€	IG	100	100
SAS LE HAMEAU DE LA SOURCE	€	IG	100	100
SAS RESIDENCE CLAUDE DEBUSSY	€	IG	100	100
SARL LES OLIVIERS	€	IG	100	100
SAS MAISON DE RETRAITE LE CHALET	€	IG	100	100
SARL LA CAMPAGNARDE	€	IG	100	100
SARL DU CHÂTEAU	€	IG	100	100
SARL BUEIL	€	IG	100	100
SAS RESIDENCE DE L'ABBAYE	€	IG	100	100
SAS LA VALLEE BLEUE	€	IG	100	100
SAS LES CIGALES	€	IG	100	100
SAS LES TOURELLES	€	IG	100	100
SAS LA DETENTE	€	IG	100	100
SAS SAINT FRANCOIS DU LAS	€	IG	100	100
SARL MAISON DE RETRAITE LES ALYSSES	€	IG	100	100
SAS LA VILLA DU CHÊNE D'OR	€	IG	100	100
SAS LA VILLA DU PARC	€	IG	100	100
SARL LE DOMAINE DE COLLONGUES	€	IG	51	51
SAS LE CLOS VERMEIL	€	IG	100	100
SAS RELAIS TENDRESSE SAINTE MARGUERITE	€	IG	100	100
DOYENNE DE LANGON	€	IG	100	0
SARL MEDI-SAISONS	€	IG	100	100
SAS L'AMARYLLIS	€	IG	100	100
SAS STELLA MARIS	€	IG	100	100
SARL PUMA	€	IG	100	100
LE PLATANE DU GRAND PARC	€	IG	100	100
SAS LA LOUISIANE	€	IG	100	100
SARL LUBERON SANTE	€	IG	100	100
SARL INVAMURS	€	IG	100	100
SARL INSTITUT DES BONNES PRATIQUES	€	IG	100	100
SAS SOCEFI	€	IG	100	100
SAS JPC CONSULTANT	€	IG	100	100



Sociétés Consolidées	Monnaie	Méthode	30/06/2013	
			% Contrôle	% Intérêts
SAS FINANCIERE DE LETRETTE	€	IG	100	100
SAS GROUPE PASTHIER	€	IG	100	100
SARL PASTHIER PROMOTION	€	IG	100	100
SARL LA PINEDE 2	€	IG	100	100
SCI CHAMBERY JORCIN	€	IG	100	100
SCI BRUAY SUR ESCAUT	€	IG	100	100
SCI SAINT GEORGES DE DIDONNE	€	IG	100	100
SCI DE LAXOU MAXEVILLE	€	IG	51	51
SCI DES SABLES	€	IG	100	100
SCI DE LYON-GERLAND	€	IG	100	100
SCI SAINT-MALO	€	IG	100	100
SCI DU MANS	€	IG	100	100
SCI D'ARS EN RE	€	IG	100	100
SCI PIERRE DEBOURNOU	€	IG	99,8	99,8
SCI DE LA RUE BICHAT	€	IG	100	100
SCI CENTRE DE CONVALESCENCE DE NEUVILLE	€	IG	100	100
SCI CENTRE MEDICAL LES ALPILLES	€	IG	100	100
SCI VALMAS	€	IG	100	100
SCI ALMA SANTE	€	IG	100	100
SCI SAINT MAURICE	€	IG	100	100
SCI LA PALOUMERE	€	IG	100	100
SCI LA VARENNE	€	IG	100	100
SCI LA ROSERAIE	€	IG	100	100
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE MONTVERT	€	IG	100	100
SCCV BAZEILLE DEVELOPPEMENT	€	IG	100	100
SCI SUO TEMPORE	€	IG	100	100
SCI LES TROIS CHEMINS	€	IG	100	100
SARL DU PRE DE LA GANNE	€	IG	100	100
SCI SYR IMMOBILIER	€	IG	100	100
SARL LE BOIS DU CHEVREUIL	€	IG	100	100
SAS ALEXMAR	€	IG	100	100
SNC IMMOBILIERE DE DINARD	€	IG	100	100
SAS MS FRANCE	€	IG	60	60
SAS HAD France	€	IG	51,95	51,95

# 3

## Rapport des Commissaires aux Comptes

**MEDICA**

Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2013

CONSTANTIN ASSOCIES  
*Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limite*

MAZARS

## Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société MEDICA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.4 de l'annexe qui décrit le changement de méthode comptable lié à l'application de la norme IAS 19 révisée.

### II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 9 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES MEMBER  
OF DELOITTE TOUCHE TOHMATSU  
LIMITED

---

PHILIPPE SOUMAH

MAZARS

---

DENIS GRISON

# 4

## Attestation des responsables

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation du groupe MEDICA au 30 juin 2013, ainsi que les principales transactions entre parties liées, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Issy-Les-Moulineaux, le 18 septembre 2013.

**Le Président Directeur Général**

**Jacques Bailet**



Siège Social

MEDICA

39, rue du Gouverneur Général Félix Eboué

92130 Issy-Les-Moulineaux

Tél : 04 41 09 95 20

Fax : 01 41 09 95 47